

# INTERVENTION COMMUNISTE



JOURNAL DU PARTI COMMUNISTE  
REVOLUTIONNAIRE DE FRANCE



N° 143 2 €

Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous !

Novembre Décembre 2017

## UNISSONS-NOUS CONTRE LA POLITIQUE DU CAPITAL !

**EDITO**

### Tous ensemble dans la lutte des classes !

Quand la guimauve des bons sentiments condescendants s'étale au quotidien dans les discours politiques et les médias, en guise de cache-misère des violences et injustices produites par le régime capitaliste, il est difficile de résister à l'écœurement.

Écœurante d'hypocrisie, c'est ainsi qu'on peut qualifier la « vaste concertation pour lutter contre la pauvreté », lancée le 6 décembre 2017 par Agnès Buzyn, la ministre des « Solidarités et de la Santé », en ciblant en priorité les enfants et les jeunes, avec comme objectif « d'éviter que les enfants pauvres d'aujourd'hui ne deviennent les pauvres de demain » (sic !). Chacun-e pourra apprécier le sous-entendu : les parents pauvres d'aujourd'hui, eux, pourront rester les pauvres de demain... Chacun-e pourra aussi se demander combien vont coûter les dix journées de palabres publiques organisées d'ici à mars, la gestion de l'espace Internet « dédié » et « ouvert aux citoyens », et les six groupes de travail nationaux « installés » pour étudier « les moyens d'éradiquer la pauvreté des enfants, favoriser l'insertion des jeunes, améliorer la prévention, l'accès aux droits, renforcer la lutte contre l'exclusion, impliquer les collectivités territoriales » (excusez du peu !), et présenter leurs conclusions en avril au président Macron. Quant aux adultes pauvres, la solution miracle, pour eux, c'est « l'accompagnement renforcé » ; par qui ? comment ? mystère... ; mais ils seront sans doute aussi bien « accompagnés » que l'ont été les milliers de précaires dont les « contrats d'accompagnement à l'emploi » (alias « contrats aidés ») ont été brutalement stoppés par le gouvernement Macron/Philippe ; comme le sont aussi les millions de travailleurs privés d'emploi, qui se sont vu proposer un « plan d'accompagnement des licenciements économiques », mais dont le nombre n'a cessé

de croître depuis 10 ans, atteignant aujourd'hui 23% de la population active (au chômage ou en sous-emploi). Il est insupportable d'entendre Macron et son gouvernement feindre de se préoccuper de la pauvreté, alors que la totalité de leur politique a pour conséquence directe de l'accentuer : Loi Travail et ordonnances, hausse de la CSG, gel des salaires des fonctionnaires, baisse de l'APL, économies budgétaires dans les services publics, sélection à l'Université, réforme des retraites, etc.

À l'instar de cette annonce sur la pauvreté ou de celle sur les violences contre les femmes, chaque jour apporte son lot de comm' présidentielle, de campagnes et de « plans d'action » ministériels, qui sont autant de coquilles vides mises sur le devant de la scène médiatique, pour brouiller les consciences et tenter de faire oublier les causes fondamentales des régressions et souffrances subies par la majorité de la population.

Nul doute que la masse des travailleurs n'est pas dupe face aux opérations d'enfumage gouvernemental ; en témoignent le niveau d'impopularité de Macron (55 % en novembre 2017) et les multiples mobilisations locales qui perdurent dans le monde du travail (saluons au passage la victoire des dockers qui, par la grève, ont obtenu en octobre le maintien intégral de leur convention collective) et dans les quartiers (défense des services publics de proximité).

Mais force est de constater que la multiplication des colères n'a pas encore abouti à la levée en masse d'un mouvement social capable de faire vaciller le pouvoir ; de ce point de vue, le rôle des directions nationale et locales de la CGT, s'avère crucial : le syndicalisme de lutte de classe, seul à même de fédérer les luttes pour un « Tous ensemble en même temps » gagnant, ne naîtra pas spontanément à la faveur des « journées d'action » telles qu'elles sont lancées depuis des années, mais par la mise en œuvre permanente du

principe de solidarité de classe. Il faut répéter inlassablement que chaque attaque portée contre les travailleurs et travailleuses

d'une entreprise ou d'une branche professionnelle, contre un service public, contre un acquis social ou démocratique, est une attaque contre toute la classe des exploité-e-s, au service exclusif de la classe des exploités, celle des monopoles et de l'oligarchie financière, qui ont choisi Macron et sa « Réaction en Marche » pour les servir au mieux.

Politiquement, de par leur engagement au sein du prolétariat, les communistes doivent contribuer à la mise en mouvement de la lutte de classe et de masse ; mais ils ont parallèlement le souci d'ouvrir la perspective, forcément révolutionnaire, vers une société socialiste-communiste, qui seule rendra effectives et durables les victoires acquises par cette lutte.

Après 2017, et le centenaire de la Révolution d'Octobre dont nous avons régulièrement rappelé les précieuses leçons à tirer pour la réussite de ce combat révolutionnaire, viendra 2018... Ce sera alors le bicentenaire de la naissance de Karl Marx, et le 150ème anniversaire du *Manifeste du Parti Communiste*. Laissons donc la parole à Marx et Engels qui ont magistralement contribué à ouvrir la voie d'un processus révolutionnaire libérateur : « Avant tout, la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs. Sa chute et la victoire du prolétariat sont également inévitables. »



Photo IC

### SOMMAIRE

- P.2 : Paradise papers
- P.3 : - Femmes victimes de violences
  - Chômage : le visage du capitalisme
- P.4 : - Le management capitaliste
  - La pénurie de beurre
- P.5 : - Fermeture de Tupperware
  - L'Université pour toutes et tous !
- P.6 : - Catalogne
  - Révolution d'Octobre (dernier chapitre)
- P.7 : - Révolution d'octobre (suite et fin)
  - Succès du rassemblement du 7 novembre 2017
- P.8 : - Palestine
  - Venezuela
  - Chine